

# SAMORA MACHEL:

- Soutien sans équivoque au M.P.L.A., le seul mouvement qui a mené le combat libérateur
- Le sort de la révolution africaine se joue en Angola
- Non à l'internationalisation du problème angolais
  - La lutte armée au Zimbabwe sera un feu dévorant dans une forêt sèche
  - La purification du Frelimo est un processus révolutionnaire continu...



LE PRÉSIDENT SAMORA MACHEL REÇOIT SIMON MALLEY.  
« L'idéologie est à la base de notre action à tous les niveaux... »

● « Viens, camarade, me dit-il, les bras ouverts, viens t'asseoir à côté de moi. Dis-moi un peu tes impressions premières du Mozambique trois mois après la conquête de son indépendance. Nous nous étions entretenus ici même lors de ta première visite en juin dernier, durant la célébration de l'indépendance. Maintenant, qu'en penses-tu?... »

Décontracté, le visage souriant où brillent des yeux perçants, Samora Machel évoque aussitôt les commentaires hostiles d'une certaine presse occidentale :

« Ce qu'elle dit du Mozambique ne nous intéresse que dans la mesure où il est toujours utile de savoir ce que l'ennemi pense de nous. S'il critique, dénonce, s'indigne, lance des calomnies, c'est bon signe. Cela signifie que nous suivons le bon chemin, que notre expérience les inquiète parce qu'elle vise à arracher notre pays des griffes de l'emprise étrangère. De la même manière que le rôle de ton journal est de défendre la Révolution, de combattre, comme vous n'avez jamais cessé de le faire, l'im-

périalisme et ses méfaits, la presse impérialiste, elle, s'évertue à sauvegarder les intérêts des forces qui la soutiennent et la financent, de semer la confusion et la discorde, d'intoxiquer l'opinion et de la tromper au sujet des pays progressistes et révolutionnaires... »

Tandis que le chef de l'Etat mozambicain parlait, je ne pouvais manquer de comparer sa puissante personnalité à celle des grands pionniers de l'indépendance de l'Afrique et du tiers monde en général, que j'ai eu l'occasion de connaître durant ces vingt dernières années. Ceux qui avaient galvanisé les peuples des trois continents par cette foi inébranlable dans leurs destinées, leur dynamisme vigoureux, une volonté farouche d'affranchir leur pays de la domination coloniale et néo-coloniale. Ceux dont l'élan révolutionnaire avait créé un courant irrésistible pour une véritable libération politique, économique et culturelle. Tous ceux qui ont donné un exemple exaltant de résistance féroce aux complots de l'impérialisme. Tous ceux qui ont forgé une image indestructible dans la mémoire des hommes et des femmes du tiers monde.

Samora Machel va rejoindre sans doute aucun leur famille. C'est d'abord un camarade, un vrai révolutionnaire : simple, direct, franc, lucide et visionnaire. Un militant dont l'idéologie est à la base de l'action et qui est fermement attaché au principe du pouvoir collégial. C'est aussi un leader qui sait quand et comment exercer l'autorité lorsqu'elle



LES PRÉSIDENTS SAMORA MACHEL ET AGOSTINHO NETO.  
Des camarades d'un même combat.

Sipa

► s'impose, sans être pour autant autoritaire, dogmatique ou démagogue. Ambitieux ? Certes, mais c'est l'ambition du leader pour son peuple qui a souffert de l'oppression, de l'humiliation et de la misère pendant cinq siècles d'esclavagisme et de colonialisme.

« Dès le début de notre révolution, dit-il, nous avons décidé que l'idéologie serait le guide de notre action à tous les niveaux. Il était, par conséquent, indispensable de rejeter tout compromis, toute compromission quant aux principes fondamentaux qui doivent déterminer notre option révolutionnaire. Si nous n'avions pas adopté cette voie, notre mouvement se serait effrité puis effondré de l'intérieur même... »

C'est par le problème angolais que j'amorce l'entretien avec le président Samora Machel. Très peu de nouvelles ont filtré jusqu'ici sur la conférence de Lusaka qui a groupé les présidents de Tanzanie, du Botswana, de Zambie, du Mozambique et le Premier congolais, et dont le principal sujet était l'Angola. Nous avons appris que les dirigeants africains avaient décidé de soutenir collectivement le M.P.L.A., de procéder à des démarches auprès de Lisbonne pour insister afin que la date d'indépendance soit maintenue au 11 novembre, de dire à Mobutu de cesser toute ingérence dans les affaires intérieures angolaises, et de désigner Samora Machel comme porte-parole de la conférence. Je demande au président mozambicain ce qu'il en est.

« Laisse-moi plutôt te parler de notre position, à nous, les Mozambicains, à l'égard des événements angolais. Pour nous, le problème se pose de la manière suivante : qui donc a mené et mène encore la lutte en Angola ? Et contre qui ? Qui est l'ennemi ? Qui est responsable des destructions des vies humaines et des villes ? Qui tire, qui tue le peuple ? Nous avons analysé pendant ces nombreuses dernières années l'évolution de la guerre de libération angolaise. Nous nous sommes demandé : qui a réellement lutté contre le colonialisme ? Qui s'est véritablement battu ?

La réponse ne fait aucun doute. C'est le M.P.L.A. qui, depuis quatorze ans, mène le combat pour la libération de l'Angola. C'est le M.P.L.A. qui a dirigé et dirige encore la lutte. Et, aujourd'hui, au moment où le colonialisme portugais s'effondre, où le peuple angolais, qui s'identifie étroitement avec le M.P.L.A., se prépare à célébrer sa victoire contre le colonialisme, au moment où il va goûter aux fruits de sa liberté, des groupes téléguidés par l'impérialisme cherchent à entraver le processus de la libération, à le retarder et à ouvrir la voie à l'intervention militaire étrangère.

Ce qu'il faut comprendre, ce que l'Afrique entière doit réaliser, c'est que le sort de la Révolution en Afrique se joue en Angola. Comme dans le passé, nous avons toujours soutenu le M.P.L.A. dont nous sommes les alliés. Nous continuons et continuerons de le soutenir. Cet appui n'est pas spontané ni impulsif. Nos rapports de solidarité effective et concrète ont été forgés au cours d'une longue lutte contre les mêmes ennemis. Car, depuis longtemps, nous avons défini l'ennemi commun selon des principes communs et en vue d'objectifs communs.

Cela dit, le Portugal doit reconnaître la souveraineté et l'indépendance de l'Angola à la date convenue du 11 novembre. Remettre les pouvoirs à qui ? Faut-il réellement poser une telle question lorsque nous voyons le M.P.L.A. présent partout en Angola, à Luanda comme ailleurs, lorsque nous savons qu'il est le mouvement qui représente et reflète le plus fidèlement possible le peuple angolais et ses aspirations nationales.

Nous assistons aujourd'hui à l'intervention des forces impérialistes en Angola. Une aide particulièrement importante provenant de puissances impérialistes et de leurs alliés est déversée tous les jours à certains groupes en Angola.

Quant à la délégation que la conférence de Lusaka a envoyée à Luanda, son but était de manifester notre solidarité au M.P.L.A. et d'aider à trouver une solution au conflit actuel. Pour nous, il y a un seul mouvement de libération

en Angola, qui a le contrôle effectif du pays. C'est pourquoi nous voulons que le Portugal agisse de manière à éviter l'internationalisation du problème.

Nous connaissons tous ce qui se passe lorsque les forces de l'O.N.U. interviennent. Nous l'avons vu au Congo, au Moyen-Orient, à Chypre, en Corée. Là où les forces de l'O.N.U. passent, la division est consacrée.

Enfin, laisse-moi ajouter ceci : en Angola, il y a deux parties qui s'affrontent ; d'une part, l'impérialisme avec ses alliés et ses fantoches ; et, d'autre part, les forces progressistes, populaires qui soutiennent le M.P.L.A. Rien d'autre. Ce ne sont pas Spinola, Holden, Savimbi ou autres qui nous importent. Ce ne sont que des instruments de l'impérialisme. C'est l'impérialisme qui est le danger. C'est l'impérialisme qui est la véritable menace. C'est lui qui téléguidé les forces qui mettent en danger nos indépendances. A travers ses manœuvres et ses complots, il cherche à paralyser les mouvements de libération, la révolution africaine en général. Ce fut d'abord la Guinée de Sékou Touré, dont il a essayé d'écraser, en vain, la base révolutionnaire. Ce fut ensuite l'assassinat de Cabral, puis les conspirations contre le Mozambique. Et maintenant, les tentatives de diviser l'Angola, d'y créer des Biafra... dans le seul dessein d'affaiblir et d'éliminer tous les bastions révolutionnaires de notre continent.

— Les derniers accords économiques avec le Portugal que vous venez de ratifier mettent un terme final au contentieux entre vos deux pays. Et maintenant ? Quelle sorte de rapports envisagez-vous avec le Portugal ?

— Nous avons maintenant des rapports normaux avec le Portugal. Leur consolidation dépend désormais de l'évolution de la situation au Portugal. Evidemment, ils pourraient se réduire au niveau de rapports diplomatiques — même de bons rapports diplomatiques. Ce n'est pas ce que nous souhaitons. Nous aimerions que des rapports de solidarité entre nos deux peuples s'établissent. Nous voulons tous participer au développement de tels rapports entre le Portugal et le Mozambique, des rapports économiques, sociaux, culturels, dans le respect des traditions des deux pays.

Comment va évoluer la situation ? Ce sont les Portugais qui vont le déterminer. Les choses évoluent, changent... Tel est le chemin de la révolution portugaise. Nous pensons que nos amis portugais trouveront les moyens de stabiliser et consolider la révolution portugaise. L'avenir de leurs rapports avec les peuples qu'ils ont autrefois colonisés en dépend.

— A la lumière des derniers développements au Zimbabwe, pensez-vous que le retour à la lutte armée est inévitable ?

— Les conditions au Zimbabwe sont à mon avis excellentes. Il faut comprendre que l'ennemi n'a pas la force nécessaire pour contenir la volonté populaire. S'il est vrai que la situation est très bonne pour la négociation, ce qui pourrait peut-être éviter la lutte armée qui provoquerait énormément de pertes humaines, il n'en reste pas moins qu'il est notoire que les racistes de Salisbury ne peuvent pas résister comme le Portugal. D'autre part, je suis convaincu que les conditions sont très favorables également pour la lutte armée, car celle-ci signifiera l'étranglement du régime minoritaire. Il faut retenir ceci : la lutte armée au Zimbabwe sera un feu dévorant dans une forêt sèche. Une fois déclenchée, rien ne pourra la freiner. Il n'y a qu'une seule issue pour Smith : le transfert des pouvoirs au peuple. »

**Abordant la politique intérieure, j'évoque devant le président Samora Machel des informations laissant entendre qu'une sorte de crise avait éclaté récemment au sein de certaines instances du Frelimo, notamment au niveau des forces armées.**

« Dans ce cas précis dont je vais te parler tout à l'heure, on ne peut pas dire qu'il s'agissait de crise. Certes, le Frelimo a effectivement souffert de plusieurs crises intérieures, la plus grave s'étant déclarée à l'occasion du 2<sup>e</sup> congrès du Frelimo en juillet 1968. Mais nous n'avons jamais considéré ces crises comme étant un mal désagréable ou fatal.

Au contraire. Au moment où les « observateurs » étrangers et les ennemis de notre peuple affirmaient que le Frelimo était brisé, liquidé ou criaient victoire en 1968, nous en riions ! Ils ne comprenaient pas qu'en démasquant les éléments opportunistes et traîtres, en les éloignant de notre mouvement, nous entreprenions une purification indispensable. C'étaient les mauvaises herbes qui empêchaient l'arbre de pousser sainement. Ces herbes, il fallait les arracher... un peu comme les vaccinations périodiques qui assurent l'immunité d'un corps. Car, lorsque les objectifs révolutionnaires sont clairs, il ne faut jamais craindre de purifier un mouvement révolutionnaire au fur et à mesure qu'apparaissent et se démasquent les éléments faibles, anti-révolutionnaires.

**— Mais n'y a-t-il pas eu récemment des épurations au sein des forces armées mozambicaines ? N'a-t-on pas exclu vingt cadres militaires, dont deux membres du comité central et le gouverneur de Lourenço Marques ?**

— Là encore, je n'aime pas le mot « épuration ». Je préfère purification. Laisse-moi te raconter ce qui s'est réellement passé.

Pour gagner la lutte armée en 1973, il fallait revitaliser les forces armées du

Frelimo. A cette époque, d'importants commandants militaires qui portaient notre uniforme se comportaient en réalité comme nos ennemis... dans l'esprit et la forme. Leurs idées, leur façon de vivre, leur attitude... tout indiquait qu'ils avaient été gagnés par les idées de l'ennemi. Ils vivaient et agissaient d'une manière intolérable. Nous avions déjà attiré leur attention sur leurs erreurs durant la guerre de libération. Certains furent transférés de leurs postes de commandement, d'autres placés dans des positions où ils ne pouvaient pas agir contre les intérêts de la Révolution.

Après l'indépendance, leurs agissements s'aggravèrent. Leurs mœurs se relâchèrent davantage : la boisson commença à apparaître dans les casernes... et leur vie privée devint scandaleuse.

Il fallait agir. Nous pouvions tout simplement les exclure du Frelimo sans mot dire. Mais nous avons préféré la voie révolutionnaire. Au lieu de nous contenter d'annoncer leur mutation sans justification aucune, comme cela se passe souvent dans la plupart des pays du monde, nous avons préféré tout dévoiler à notre peuple. Nous avons eu le courage de ne pas garder le secret, afin que notre peuple se rende compte de la réalité de l'événement. Nous voulions qu'il réalise que nous sommes capables de faire des erreurs de jugement, mais aussi de les corriger sans honte ni réserve.

Pendant plusieurs jours, tous nos moyens d'information ont diffusé les détails des délibérations des dirigeants du Frelimo, l'interrogatoire des accusés... Notre devise : « Le peuple est au pouvoir », ne devait pas rester lettre morte.

L'essentiel, tu vois, c'est d'éliminer tout esprit de... copinage. C'est cet esprit qui est souvent à la base des compromissions qui empêchent des chefs d'État ou des responsables d'éloigner les mauvaises herbes, de nettoyer, d'assainir.

**— En d'autres termes, il n'est pas du tout exclu qu'il y ait de nouvelles... purifications ?**

— Le prétendre, ce serait nier le processus révolutionnaire. D'autres camarades seront dépassés par les événements ; d'autres se décourageront, d'autres abandonneront. C'est une constante de notre lutte. C'est une transformation continue, permanente. Ceux qui ne seront pas en mesure de suivre seront automatiquement éloignés. Le chemin de la révolution est sinueux. Ceux qui le suivent rencontreront des montagnes, des précipices, des pluies, des ouragans... Il faut que l'on soit trempé dans la lutte révolutionnaire pour pouvoir affronter tous ces obstacles. Il faut créer les anticorps pour affronter l'avenir. Les anticorps, c'est précisément le combat permanent pour des idées nouvelles, c'est

la lutte contre le confort, c'est la renonciation aux privilèges. Car notre seul privilège est de servir le peuple. C'est le seul moyen pour que le peuple garde sa confiance en nous.

**— Où en est la situation dans les régions qui avaient été libérées par le Frelimo durant la période coloniale ?**

— La situation est bien entendu très difficile. Il faut réaliser que tout part de zéro, parfois au-dessous de zéro si l'on peut dire. L'administration coloniale n'était présente dans ces régions que pour collecter les impôts. Il n'y avait pas d'écoles, ni d'hôpitaux, ni de magasins. Les seules routes construites étaient celles qui devaient permettre aux colonialistes de réprimer, d'arrêter les camarades ou de recueillir les impôts. Avec la guerre, ces administrations coloniales sont devenues des casernes — sortes de postes encerclés. Et pourtant, c'est parce qu'il faut partir de zéro que nous avons un grand espoir de pouvoir concrétiser dans ces régions un système économique véritablement populaire. Ces régions sont particulièrement fertiles en idées, très réceptives à la création d'une nouvelle société. C'est de la campagne que les valeurs économiques, mais aussi sociales et culturelles, doivent rayonner pour gagner les villes. Ces valeurs, nous voulons les traduire dans les villes...

**— Une dernière question : vers quel sorte de socialisme vous dirigez-vous ?**

— Tu sais fort bien qu'il n'existe qu'un seul socialisme, le socialisme qui répond aux exigences des peuples, un système qui permet le développement social, économique du pays, un système qui permet la distribution équitable des richesses nationales à toutes les couches de la société. Il n'y a pas, il ne peut y avoir de socialisme africain, national ou de socialisme mozambicain. Il y a d'une part le socialisme, de l'autre le capitalisme. Quant au développement du socialisme scientifique dans les pays, il dépend, bien sûr, du degré de la conscience politique nationale. Il dépend de la ligne politique qui doit être adaptée aux besoins du peuple, à son développement économique, afin que soient liquidées la misère, l'oppression de toute sorte, les séquelles du système féodal ou celui, résiduel, archaïque, du système capitaliste. D'ailleurs, penses-tu que si nous voulions être capitalistes, nous pourrions le devenir ? Serions-nous à même de gérer le capitalisme ? Nous serions dévorés en un rien de temps par le capitalisme international. Ce que nous voulons, c'est un système populaire, un système qui permette au peuple de participer à la construction d'une société qui, sur le plan politique, économique, social et culturel, permettrait de recouvrer sa personnalité d'une manière harmonieuse, structurée... »